
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 15 (1987)

DOI: 10.11588/fr.1987.0.53274

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Ursachen für das Entstehen von nationalen Wir-Gefühlen zu befragen, dann stößt man auf ein Faktorenbündel, das sowohl dem Historiker der späten Neuzeit als auch dem Betrachter der Dritten Welt bekannt erscheint. Da ist das Eindringen einer fremden Macht in ein durch Sprache, Tradition und wirtschaftliche Verflechtung seit langem zusammengehaltenes Gebiet (Kastilien im 16. Jh.). Da sind langandauernde Grenz- und Selbstbehauptungskriege, die G. R. ELTON für das frühneuzeitliche England konstatiert, wobei nicht, wie sonst in der Regel, der Hundertjährige Krieg gegen Frankreich, sondern der innerbritische Kampf gegen Schotten und Waliser im Vordergrund steht; daß darüberhinaus das Parlament bereits im Verlauf des 16. Jh. für das Wachsen eines englischen Nationalgefühls erhebliche Bedeutung besitzt, ist eine umstrittene Frage, die ELTON souverän im Sinne seiner These beantwortet. Dann ist da die Abschließung und Selbstisolierung in Abwehr fremder religiöser und geistiger Einflüsse, wie Andreas KAPPLER dies für den russischen Fall im Verlauf des 17. Jh. feststellt; und schließlich, von Eberhard WEIS meisterhaft dargestellt, das Entstehen einer zentralen Staatsgewalt im Falle Frankreichs. Was schließlich Deutschland betrifft, so verneint Theodor SCHIEDER die oft angenommene Rolle Friedrichs des Großen als nationale Integrationsfigur des deutschen 18. Jh., während Wolfgang FRÜHWALD die Entstehung der Kulturnation im Zusammenhang mit der Bildung einer deutschen Literatursprache hervorhebt.

Dies alles sind reizvolle und wichtige Anstöße, Bausteine für eine Geschichte des europäischen Nationalismus. Aber der Band macht auch deutlich, wie weit der Weg bis dahin noch ist. Sowohl im Begrifflichen wie im Methodischen ist noch viel grundlegendes zu tun; was Nationalismus, was Patriotismus, was Nationalgefühl und Nationalgedanke ist, das muß dem sich wandelnden Quellenverständnis entzogen und für den wissenschaftlichen Gebrauch normiert werden; der vom Hg. vorgeschlagene Begriff des »Proto-Nationalismus« für die divergierenden Erscheinungen, von denen die Einzelbeiträge dieses Bandes handeln, ist gewiß nützlich, solange er nicht eine problemlose Einheit seines Gegenstandes unterstellt. Wichtiger aber ist die Entwicklung von methodischen Instrumenten, mit deren Hilfe so schwebende, von der Quellenlage her so schwierig zu rekonstruierende Entitäten wie »Nationalbewußtsein« aufgespürt und untersucht werden können. Hier haben Kunst-, Literatur-, Mentalitäts- und Sozialgeschichte wie auch die Volkskunde weite Aufgabenfelder vor sich. Der vorliegende Band enthält manche reizvolle Anregung zum Betreten dieser Felder.

Hagen SCHULZE, Berlin

Lothar GALL (Hg.), *Liberalismus*, Königstein (Athenäum) 1985, 3. erweiterte Auflage, 362 p.

L. Gall, professeur d'histoire moderne à l'université de Francfort, connu pour ses travaux sur le libéralisme, a complété la deuxième édition de ce recueil (»Neue wissenschaftliche Bibliothek«, 1980) par l'adjonction d'un important appendice bibliographique. L'ouvrage rassemble les contributions les plus marquantes sur l'évolution historique et les fondements théoriques du libéralisme parues depuis la seconde Guerre Mondiale. Comme l'indique L. GALL dans son avant-propos, les articles présentés ici s'inscrivent dans une nouvelle perspective de recherche, permettant d'appréhender le libéralisme non seulement sous l'aspect d'un courant relevant de l'histoire des idées, mais aussi comme un ensemble de phénomènes économiques, sociaux et politiques liés aux époques et aux peuples. La collaboration d'historiens allemands, anglais, français, russes et américains fournit en l'occurrence les points de repère indispensables à une vue synthétique.

Cela dit, il n'est pas simple de trouver un dénominateur commun pour un complexe aussi multiforme d'idées et de courants. Le terme de »libéralisme«, typiquement moderne, devient certes usuel au milieu du siècle dernier, mais les façons de penser qu'il exprime sont »peut-être aussi vieilles que l'humanité elle-même« (J. S. SCHAPIRO »Was ist Liberalismus«, p. 20).

D'emblée, il convient de faire une première distinction entre l'aspect philosophique (croyance en la vertu critique de la raison) et l'aspect historique (l'individu comme clef de voûte du système économique, politique et social moderne), ce second aspect étant notamment mis en évidence par L. GALL («Liberalismus und bürgerliche Gesellschaft»). Pour L. GALL en effet, le libéralisme est avant tout une orientation politique étroitement liée au système constitutionnel et représentatif, ainsi qu'à la notion des «droits fondamentaux» de l'individu (p. 162). Il va de soi que cela implique l'image idéale de l'homme matériellement et intellectuellement autonome, de l'individu responsable et actif. Autrement dit, si le libéralisme est en rapport direct avec le concept de liberté, il est également inséparable de celui de propriété (Harold J. LASKI «Der Aufstieg des europäischen Liberalismus», p. 124).

Y a-t-il un libéralisme ou des libéralismes (J. CESAIRE)? Le libéralisme est-il plus une attitude de pensée qu'un système? (P. GUIRAL). Est-il une méthode d'action politique, une vision globale des rapports entre l'homme et la collectivité? (M. RAEFF). Telles sont les interrogations qui préoccupent les historiens. Définir le libéralisme n'est décidément pas une tâche aisée.

Le terrain paraît plus ferme lorsqu'il s'agit de remonter aux sources fort diverses de la pensée libérale: philosophie antique, féodalité, indépendance du spirituel par rapport au temporel, sécularisation du principe chrétien de l'égalité des âmes, révolutions intellectuelles du XVIII^{ème} siècle, caractérisées notamment par la croyance en la bonté foncière de l'homme et l'idée de progrès. Le libéralisme rejette en principe toute eschatologie, toute utopie pour proclamer la réalisation progressive d'une vie meilleure pour tous ici-bas (J. S. SCHAPIRO, p. 30).

La pensée libérale n'est guère compatible avec l'esprit de système, et les philosophes ont pourtant joué un rôle majeur dans son évolution. C'est là une vérité d'évidence qui est opportunément rappelée par nos auteurs. Comment en effet passer sous silence l'influence de Locke, Bentham, Cobden, J. S. Mill, de Montesquieu, Rousseau, Tocqueville, de Kant, Hegel et Max Weber, pour ne citer que les plus grands? Les analyses souvent pénétrantes et circonstanciées consacrées à nos théoriciens et à quelques autres éclairent des problèmes aussi capitaux que celui de la séparation des pouvoirs ou de la participation du citoyen aux affaires politiques.

L'une de ces questions mérite une étude attentive: celle de la relation entre le libéralisme et la classe bourgeoise. Historiquement, le commerce et la banque d'Italie, de Flandre, des pays protestants sont aux origines du mouvement. H. J. LASKI (Der Aufstieg des europäischen Liberalismus) rappelle l'influence de la Renaissance, de la Réforme, l'éclatement de la «Republica Christiana» en Etats souverains. La société médiévale, traditionaliste et statique, se transforme en une société dynamique, révolutionnaire, antiautoritaire. Une nouvelle psychologie de la vie, correspondant aux aspirations de la classe intermédiaire montante, se fonde sur de nouveaux rapports économiques et financiers. Ainsi naît la grande aventure de l'histoire moderne, celle du capitalisme libéral, déjà décrite par Marx dans le «Manifeste communiste».

Le libéralisme, nous dit LASKI, est lié à la propriété (p. 124). Hors de cela, l'individu est une pure abstraction. R. ASHCRAFT souligne de son côté l'identité des thèses de Marx et de Weber sur le libéralisme comme idéologie spécifiquement bourgeoise (p. 83). L'auteur du «Capital» comme celui de «Die protestantische Ethik und der Geist des Kapitalismus» tombent d'accord pour attribuer à l'idéologie protestante, notamment calviniste et puritaine, la naissance de la bourgeoisie capitaliste. Le lecteur trouvera ample matière à réflexion dans les pages consacrées aux thèses et hypothèses de Marx et de Weber sur la genèse du libéralisme en tant qu'idéologie bourgeoise.

Soulignons encore que plusieurs articles du recueil s'attachent à décrire la nature du libéralisme, soit système individualiste ayant pour but l'épanouissement de chacun et assurant par les lois les droits naturels de l'homme (V. LEONTOVITSCH), soit idéologie optimiste nourrissant l'espoir de faire de tout citoyen ou presque un membre de la société bourgeoise par l'accession à ce que Kant nommait dans la «Métaphysique des moeurs» «bürgerliche Selbst-

ständigheit», (L. GALL, Th. SCHIEDER), soit encore croyance en la valeur de la liberté des hommes et des peuples et en la vertu éthique de la conscience (A. BULLOCK/M. SHOCK).

A notre sens, l'un des principaux mérites de ce livre est de permettre la comparaison entre divers courants libéraux historiquement et géographiquement déterminés. Concernant l'histoire de l'Allemagne, il est intéressant de noter (cf. L. GALL p.173) que les libéraux allemands du Sud ont porté leurs regards, aux débuts de l'industrialisation, vers la Suisse plutôt que vers l'Angleterre, ou que toute l'histoire du libéralisme allemand au XIX^{ème} siècle a été dominée par le grand débat sur le suffrage universel et par la hantise de la «dictature démocratique» (Th. SCHIEDER). A ce sujet, l'article de J.J. SHEEHAN «Liberalismus und Gesellschaft in Deutschland 1815–1848» sur le rôle des élites bourgeoises, notamment intellectuelles, ainsi que sur la conception de l'Etat comme rempart contre le chaos social mérite une mention particulière.

Les contributions réservées au libéralisme anglais, américain, français, russe ouvrent les vastes horizons permettant la vision globale que se propose l'ouvrage. Nous en retiendrons une formule empruntée à L. KRIEGER («Europäischer und amerikanischer Liberalismus»): le libéralisme américain est «plus individuel et plus politique», le libéralisme européen «plus social et plus philosophique» (p. 161). Notons également qu'en France le libéralisme ne fut aucunement l'apanage de la classe bourgeoise et que la plupart des libéraux se sentaient les héritiers de la Révolution et de l'Empire, si bien que les principes de 1789 survécurent à tous les régimes du XIX^{ème} siècle (P. GUIRAL). Quant à la Russie, une question primordiale se pose: le libéralisme pouvait-il y offrir une alternative au socialisme? L'historiographie soviétique donne bien entendu une réponse négative. L'article de M. RAEFF «Einige Überlegungen zum russischen Liberalismus» indique fort bien les causes de la faiblesse du mouvement libéral russe, notamment le défaut de bases sociologiques, économiques et politiques pour la création d'un Etat de droit. Les chefs du mouvement étaient des intellectuels qui se croyaient les chefs charismatiques du peuple, de sorte que la pensée libérale occidentale s'y transmuta en messianisme eschatologique (p. 315). Nous ne pouvons donner que quelques exemples, parmi les plus éclairants, tirés de ces analyses consacrées à l'histoire, à la philosophie et aux innombrables expressions d'un mouvement de pensée qui domine l'Occident moderne.

La lecture de ce volume fait comprendre, comme le souligne F. WATKINS, que le libéralisme est beaucoup plus qu'une doctrine monopolisée par certains groupes sociaux, et qu'il est la «tradition politique du monde occidental» (p. 54).

L'ouvrage comporte une très vaste bibliographie et un index des noms de personnes.

Jean NURDIN, Dijon

Peter STADLER, *Der Kulturkampf in der Schweiz. Eidgenossenschaft und Katholische Kirche im europäischen Umkreis, 1848–1888*, Frauenfeld-Stuttgart (Hueber) 1984, 787 p.

Peter Stadler a mis en exergue à son livre une citation de Constantin Frantz, dans «Die Religion des Nationalliberalismus», qui conclut que les relations entre l'Eglise et l'Etat constituent la question la plus importante et la plus difficile. Telle est bien la réalité, aujourd'hui largement oubliée, en ces années qui suivent le concile du Vatican, et qui sont dominées, dans une grande partie de l'Europe, par le *Kulturkampf*. Ce livre, consacré au *Kulturkampf* en Suisse, saisi dans son environnement européen, ramène les projecteurs de l'histoire sur un ensemble de questions trop négligées aujourd'hui par les historiens: il est du reste remarquable qu'il constitue le premier travail historique d'ensemble sur le sujet. Faut-il ajouter que l'histoire de la Suisse, cet extraordinaire laboratoire d'expériences au XIX^{ème} siècle, mérite aussi de retrouver dans l'historiographie la place qu'elle eut en d'autres temps;